

La France : en marche vers la récession



LE NOUVEAU

RÉPUBLICAIN

Hebdomadaire Nigérien
d'Informations Générales



11^{ème} Année
N° 540 du 12 Septembre 2024

Prix
300 F CFA

Déplacements incessants d'Issoufou Mahamadou

Un lion blessé en grande difficulté



Adoption d'un fichier de personnes

Une mesure essentiellement administrative



**Signature d'un contrat de service
entre la SONIDEP-SA et Olive Énergie
pour l'exploitation du bloc Bilma**



Adoption d'un fichier de personnes

Une mesure essentiellement administrative

Le 27 août, par une ordonnance, les autorités nigériennes instituaient un fichier où seront inscrites « les personnes, groupes de personnes ou entités impliqués dans des actes de terrorisme ou dans toutes autres infractions portant atteinte aux intérêts stratégiques et/ ou fondamentaux de la Nation ou de nature à troubler gravement la tranquillité et la sécurité publique et fixant les modalités d'inscription ou de retrait ainsi que les faits y relatifs. »

Cette ordonnance fut, dès son adoption, objet de critiques. Certaines de bonne foi, d'autres, par contre, n'ont pour objectif que d'entraver la nouvelle marche vers la souveraineté imprimée par le CNSP. On parle, sans conviction, d'atteinte aux droits de l'homme. Le ministre de la Justice Garde des sceaux a, au cours d'un point de presse vendredi dernier rétabli les faits. Pour Alio Daouda, cette ordonnance est simplement une mesure administrative conservatoire qui compléter l'arsenal juridique déjà existant dans le domaine de lutte contre le terrorisme. Un pôle judiciaire spécialisé est consacré à la répression des actes terroristes et autres crimes et délits connexes. Les troubles à l'ordre public des juridictions ordinaires et enfin l'atteinte à la sureté de l'Etat est traitée par le Tribunal militaire. Il fallait donc en amont légiférer pour couper les sources de financements du terrorisme. Et ce fichier est institué uniquement pour



empêcher cela. C'est pourquoi, il est, dans ce cadre, gelé les avoirs de ceux qui permet au terroristes d'avoir des ressources pour continuer à endeuiller nos pays. Tous les pays le font. Récemment en Côte d'Ivoire, les avoirs de certains ressortissants des Etats de la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel ont été gelés. On n'a pas entendu ceux qui critiquent la décision des autorités nigériennes. Le Conseil de sécurité des Nations Unies usent du procédé contre les personnes, groupe de personnes et entités suspectés de terrorisme. Les occidentaux font mieux. Ils gèlent les avoirs des pays entiers. La guerre Russo-Ukrainienne a été

le prétexte de geler les avoirs Russes dans les banques de ces pays. La France et les Etats-Unis sont coutumiers de la pratique. Les avoirs des chefs d'Etat, de leurs proches et des entreprises sont régulièrement objets de gel. Là aussi, on n'a pas entendu ceux qui critiquent la décision de Niamey. A l'opposé de ces pays où il n'y a aucune transparence et les victimes n'ont aucun moyen de recours, au Niger, les inscriptions sur la liste sont faites en respectant les droits de l'homme. Le fichier est simplement une base de données. Il contient « les faits reprochés, un certain nombre de mentions impliquant notamment l'identité ; la nationalité pour les personnes physiques, groupes de personnes et pour entités la dénomination d'origine et d'emprunt, le siège et tous autres renseignements complémentaires en lien avec les faits reprochés. » L'inscription est faite « dès l'ouverture d'une enquête ou d'une procédure judiciaire, après

une condamnation juridique et sur demande des services de renseignements. » Seul le Comité mis en place. Outre le gel des avoirs, les inscrits seront interdits de voyager et pourraient se voir déchoir provisoirement ou définitivement de leur nationalité. Là aussi, le Niger n'invente rien. Kemi Seba a été déchu de sa nationalité française pour simplement ses prises de position, pour avoir exercé son droit consacré par la liberté d'expression. Le régime nigérien, tout en étant militaire, n'est pas franchi ce pas. Et dire que ceux qui critiquent leur dernière ordonnance n'ont d'yeux que le modèle français. Dans le cadre du respect des droits de l'homme, les inscrits sur le fichier ont le droit de contester. Cette contestation se fait en premier et dernier ressort devant le Comité. Pas satisfaits, ils peuvent faire recours devant la Cour d'Etat. Qui dit mieux dans le respect des droits de chacun.

Modibo

Batir ensemble notre continent



Si nous sommes toujours en retard, nous devons reconnaître que durant les 65 et 70 ans après nos indépendances, nos dirigeants avaient été perturbés par des querelles des chapelles au détriment de la construction de nos Etats. Certains avaient tourné le dos à leurs populations. Celles-là même qui les avaient élus et placés là où ils sont. C'est cette même raison qui conduit ces porteurs de tenue à prendre le pouvoir. Pour répondre à l'appel du peuple. Certes une entorse à la

constitution dirons-nous. Mais mettre fin à " cette gabegie " disait le Général Président KOUNTCHÉ , le tombeur du premier président nigérien Elhaj DIORI Hamani un 15 Avril 1974. Il va gérer le pays pendant 15 comme son prédécesseur. Mais, avec " une main de fer dans un gant de velours " ; avec sévérité mais aussi avec rigueur et hauteur. Chasse à hommes politiques mais surtout aux délinquants économiques et financiers. En rendant gorge à tous ceux qui piochaient dans les caisses de l'Etat. En effet, nous avons eu droit à une Conférence Nationale Souveraine autorisée par le Général Ali Saibou, son remplaçant, grand militaire de carrière et homme débonnaire, il autorisera cette rencontre du peuple avec ses élus. Il accèdera à la demande des 1200 délégués du peuple à cette conférence. Enfin le Niger va renouer avec la démocratie. Mais la recreation sera de courte durée. Parce les porteurs de tenue

vont refaire surface pour corriger les anomalies nous a-t-on dit. En effet des élections seront organisées dans la transparence. De fil en aiguille cette alternance va perdurer jusqu'à nos jours. Nous sommes en 2024, au Niger au Burkina au Mali et d'ailleurs beaucoup d'Etats africains sont sous la coupe des porteurs de tenue alors question pourquoi ? La réponse se trouve dans la question. C'est pourquoi à mon humble avis nous devons l'utiliser à bon escient en comblant chaque seconde ou minute que nous vivons parce que le temps porté à notre disposition est indispensable. Ne le gâchons pas pour rien au monde. Il y a mille et une choses que nous accompliront au profit de nos semblables et bien sûr de nous aussi. A quoi servent ces guerres et cette haine parfois à l'endroit d'un prochain ou d'un tiers ? Sinon à diminuer nos forces pour renforcer celles de l'adversaire

Visible ou non, proche ou lointain. Rappelons-nous de cet adage qui dit que " la vie est très courte pour s'habiller triste " Nous sommes et serons jugés selon nos actes et actions posés. Alors donnons-nous la main pour partager ensemble le fruit de nos labeurs. Si nous voulons construire quelque chose de durable, nous devons avoir à l'esprit que " S'il est des jours amers, il en est aussi de si doux. " Nous devons à tous les niveaux ou échelons de la vie, intérioriser et capitaliser ces valeurs cardinales. Nous avons tellement de bonnes choses sur cette terre ou nous ne sommes qu'en transit. Si bien qu'on en a envie de les posséder, de les découvrir ou redécouvrir. Et le temps est toujours sollicité. Je pense à nos courageuses et braves populations qui triment à longueur du temps. Pour survivre et vivre sous un soleil de plomb et une nature très hostile et aride. En tous cas notre sort *Suite à la page 3*



Déplacements incessants d'Issoufou Mahamadou

Un lion blessé en grande difficulté

Depuis quelques temps, l'ancien président Issoufou Mahamadou est dans une sorte de ballet diplomatique incessant entre le Niger et l'extérieur. La chose étonne, sans doute, de la part de quelqu'un qui était très souvent resté durant le régime actuel du CNSP. Subitement, le "Rimbo" que l'on avait connu entre 2011 et 2021, le sobriquet que les habitants de la capitale lui ont donné du fait de son goût prononcé pour le voyage, s'est sans doute rappelé au bon souvenir de son dada favori de cette période- là. Dès lors, il bouge beaucoup et revient peu au Niger, pas plus de deux ou trois jours maximums, avant de reprendre l'avion pour une nouvelle vadrouille. Du coup, des questions comment à se poser à propos de ce brusque changement dans les habitudes d'Issoufou Mahamadou.

Que trame-t-il encore ?

D'après des sources proches de son entourage, Issoufou Mahamadou est déstabilisé de l'intérieur, un câble électrique a dû péter au niveau de l'allumage-moteur, pour parler en termes de mécanique automobile. Il ne sait plus quoi faire pour sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve depuis quelques mois. Il est inquiet, voire angoissé devant la tournure actuelle des événements sociopolitiques dans le pays. Jadis, son échiquier politique était le vieux monde politique sur lequel il avait construit son jeu d'influence, un monde politique en voie de disparition, aujourd'hui. En face, ce sont des militaires qui ont, désormais, entre leurs mains, les rênes du pouvoir suprême et s'appuient sur le monde associatif et traditionnel pour asseoir et pérenniser leur règne. Les règles du jeu ont ainsi changé



pour Issoufou Mahamadou. Aujourd'hui, il semble être en face de ses propres démons, l'heure de la reddition des comptes pour lui ayant sonné, probablement. Son ancienne famille politique, à savoir le PNDS/Tarayya, est en décomposition avancée. Ses amis politiques restent dubitatifs sur le rôle qu'il aurait joué dans la survenance des événements du 26 juillet 2023. Son foyer personnel est disloqué, son fils étant toujours en prison et ses deux épouses ne vivant plus avec lui. On le voit bien, Issoufou Mahamadou paraît,

aujourd'hui, un homme dévasté, un édifice en ruine qui menace de s'effondrer d'un moment à l'autre.

Un fauve blessé qui compte vendre sa peau chèrement ?

Tout le monde, au Niger, connaît à peu près le personnage d'Issoufou Mahamadou, c'est un individu narcissique avec un égo surdimensionné, doublé d'un égoïsme obsessionnel. Il ne renonce et ne rechigne jamais au combat, au baroud d'honneur et tentera toujours de forcer le destin pour tenter d'inverser le cours des événements à son avantage. Toute son existence, il l'aura construite et solidifiée sur cette tension permanente entre la réalité des choses et ses ambitions hégémoniques innées chez sa personne. Pour cela, il est certain qu'il prépare

quelque-chose, mais quoi, au juste ? Tout le mystère est là, semble-t-il, pour le moment ? Du coup, ce sont des spéculations, des conjectures et des supputations qui sont développées à propos des intentions futures supposées d'Issoufou Mahamadou autour de son avenir au Niger. On sait qu'il n'ira pas jusqu'à chercher une confrontation directe, frontale avec le CNSP, puisqu'il n'en a pas les moyens, tout simplement. Il est réaliste et malin, à la vérité. Cependant, c'est un comploteur-né, un manipulateur par essence, un alchimiste hors-pair, capable d'allumer un incident de forêt avec un simple feu d'artifice du nouvel an. Probablement, mais discrètement, il mijoterait un "truc", peut-être la dernière danse d'une longue soirée de gala qui est sur le point de se clore !

Sanda

est intimement lié. Engageons et retrouvons nos manches à tous les niveaux. Pour construire et bâtir ensemble nos Etats et Nations. Où il fera bon vivre en tirant toujours profit de nos immenses richesses naturelles. Nous devons léguer aux générations présentes et futures des pays dont ils rêvent. C'est aussi cela notre mission cardinale. Je pense à nos courageuses populations de l'AES qui triment à longueur de temps. Pour survivre et vivre sous un soleil accablant et une nature hostile. Dans un environnement désertique et aride. Ce sahel où souffle régulièrement des tempêtes de sables. Le sort de nos trois pays est ainsi lié par des frontières communes. Cette communauté de destin stipule en nous une force pour faire face et résister à tous fléaux. Nous avons été abusés par l'occupation coloniale sans visage humain créant naturellement une frustration. Cette attitude du colon a laissé des traces qui ont freiné et retardé le développement de nos

Etats. Au cours de cette injuste occupation coloniale, nous avons été contraints de perdre notre boussole. L'administration coloniale a abusé de nous, parfois avec la complicité tacite de nos frères. Nous devons à présent mettre la main sur nos diverses et immenses richesses. En les traitant sur place par nous-mêmes et pour nous. Nous traiterons avec des partenaires fiables. Nous disposerons de nos biens et négocierons sans complexe ni complaisance dans un partenariat gagnant. L'Afrique est riche mais les africains sont pauvres disait un dicton. Nous fûmes arnaqués et abusés de la colonisation à l'indépendance. Nous avons été spoliés et grugés. Mais depuis la reprise de la gestion de nos Etats par nos dirigeants de l'AES, tout semble évoluer selon la volonté des populations. Et nous devons accélérer le rythme pour satisfaire nos citoyens. A mon humble avis nous devons consacrer notre temps en travaillant sans relâche. En comblant chaque seconde et chaque minute. De jour comme de nous en

nous consacrant à la tâche, chacun dans son domaine de compétence. Nous ne devons pour rien au monde perdre notre temps. Il y a une chose que nous devons accomplir au profit de nos semblables et bien sûr de nous aussi. Je me demande alors à quoi servent ces guerres qu'on nous impose si ce n'est pour nous distraire. Puis nous détourner de notre mission régaliennne. Combattre ce terrorisme rampant et qui tue des paisibles citoyens et brûle des villages entiers. Nous avons le devoir de nous tendre la main afin de créer une solide chaîne de solidarité. Pour accompagner nos braves Forces de Défense et de Sécurité. Et autour de nos dirigeants qui font face chaque jour à ces terroristes. Nous devons partager ensemble nos peines et nos joies. Ainsi que le fruit de nos de nos labeurs. Parce que notre espace commun nous appartient. Personne ne viendra l'occuper.

Nos populations attendent tout de nous et cela à juste titre. Ce devoir nous incombe, nous interpelle. Nous

devrons capitaliser et interposer ces nouvelles données. Elles constituent nos valeurs cardinales.

Dr Abdoulaye H. DIALLO

LE NOUVEAU **RÉPUBLICAIN**
 Hebdomadaire Nigérien d'Informations Générales

Quartier Terminus : RCCM-NI-NIA-1890-
 NIF: 11715/S Tél: +227 96 89 94 84
 Email : lenouveaurepublicain@yahoo.com

Directeur de Publication
 Aliou Oumarou Modibo
 Cel : 97 21 60 53

Conseiller
 Hama Tchouso : Tél. : 96 26 13 81

Rédaction:
 Badjé Hassane
 Taweye
 Alio Oumarou Modibo
 Sanda Kouma

Service Commercial & Publicité:
 Hassane Djibo
 Tél. : 94 94 63 61

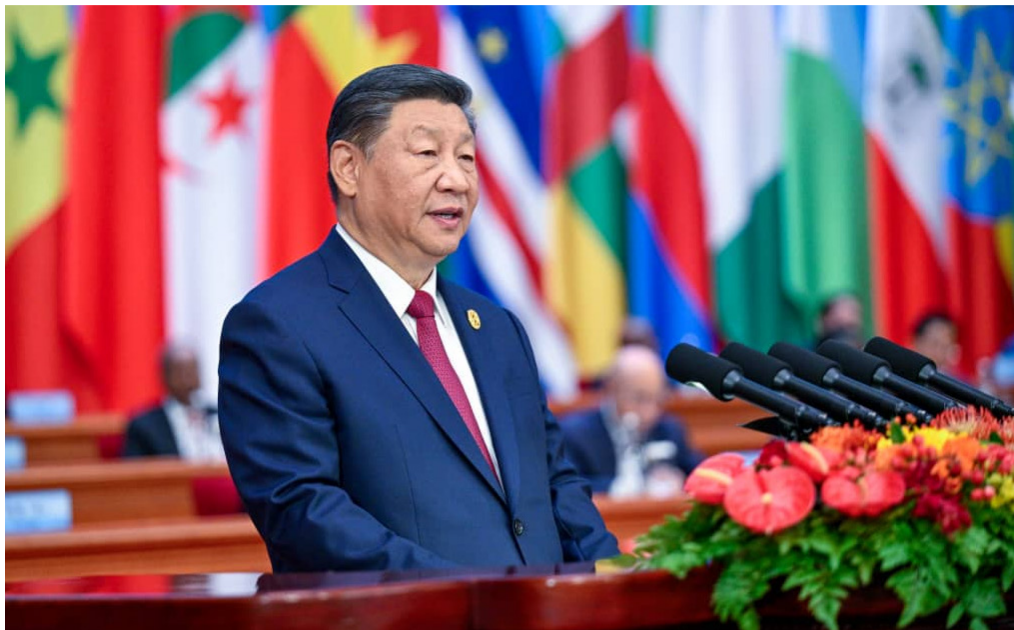
Infographie
 Stanislas G. BODJRENOU

Tirage:
 8 pages 1.000 exemplaires
 sur les presses de La GIN 96 96 97 16



Discours de Monsieur Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine à la cérémonie d'ouverture du Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine Beijing, le 5 septembre 2024

Travailler ensemble à promouvoir la modernisation et à construire une communauté d'avenir partagé



Excellence, Monsieur le Président Bassirou Diomaye Faye,

Excellence, Monsieur le Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président en exercice de l'Union Africaine,

Excellences, Chefs d'État et de gouvernement, Chefs de délégation, Excellence, Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres,

Excellence, Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine Moussa Faki Mahamat,

Chers Amis,

Distingués Invités,

La floraison au printemps donne des fruits en automne. Une bonne récolte récompense le travail assidu. En cette belle saison de récolte, je suis très heureux de retrouver les amis anciens et nouveaux à Beijing pour envisager ensemble l'amitié et la coopération entre la Chine et l'Afrique à l'ère nouvelle. Tout d'abord, au nom du gouvernement et du peuple chinois, je tiens à vous souhaiter une chaleureuse bienvenue.

L'amitié sino-africaine, en transcendant le temps et l'espace et en traversant les montagnes et les océans, s'est transmise de génération en génération. La création du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC) en 2000 a posé un jalon important dans l'histoire des relations sino-africaines. Durant les 24 ans passés, notamment à l'ère nouvelle, la Chine et ses frères et sœurs africains ont avancé main dans la main dans l'esprit de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié et de bonne foi. Dans le monde d'aujourd'hui qui traverse des transformations inédites depuis un siècle, nous avons œuvré côte à côte pour défendre fermement les droits et intérêts légitimes de part et d'autre. Face à la grande vague de la mondialisation économique, nous avons

renforcé nos capacités et développé une coopération fructueuse au bénéfice des milliards de Chinois et d'Africains. Devant les catastrophes naturelles et les épidémies, nous avons combattu dans la solidarité, écrivant des histoires émouvantes de l'amitié sino-africaine. Par la compréhension mutuelle et le soutien réciproque, nous avons donné l'exemple du nouveau type de relations internationales. Grâce aux efforts assidus depuis près de sept décennies, les relations sino-africaines se trouvent aujourd'hui dans la meilleure période de l'histoire. Pour leur ouvrir de nouvelles perspectives, je propose de porter au niveau stratégique les relations bilatérales entre la Chine et tous les pays africains ayant des relations diplomatiques avec elle, et de rehausser les relations sino-africaines à une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle.

Chers Amis,

Distingués Invités,

La modernisation est un droit inaliénable de tous les pays du monde. La voie occidentale a infligé de profondes souffrances aux pays en développement. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays du tiers-monde, dont la Chine et les pays africains, ont successivement accédé à l'indépendance et réalisé le développement, et œuvré sans relâche à corriger les injustices historiques dans le processus de modernisation. La République populaire de Chine célébrera cette année son 75e anniversaire. Elle reste déterminée à promouvoir sur tous les plans l'édification d'un grand pays socialiste moderne et le renouveau de la nation par la modernisation à la chinoise. L'Afrique connaît quant à elle un nouvel éveil et avance solidement vers les objectifs de la modernisation fixés par l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Dans notre recherche commune de la moder-

nisation, nous lancerons une vague de modernisation du Sud global et écrivons un nouveau chapitre dans la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

—Nous devons promouvoir ensemble une modernisation marquée par la justice et l'équité. La modernisation d'un pays doit non seulement respecter les règles générales, mais aussi et surtout s'adapter aux conditions nationales. La Chine entend renforcer ses échanges sur les expériences de gouvernance avec l'Afrique, soutenir les différents pays dans l'exploration d'une voie de modernisation adaptée aux réalités nationales, et travailler à assurer l'égalité des droits et des chances pour tous les pays.

—Nous devons promouvoir ensemble une modernisation marquée par l'ouverture et le gagnant-gagnant. La coopération mutuellement bénéfique est la bonne voie à suivre qui correspond aux intérêts fondamentaux et de long terme de tous les pays. La Chine entend approfondir sa coopération avec l'Afrique dans les domaines tels que l'industrie, l'agriculture, les infrastructures, le commerce et l'investissement, promouvoir une coopération exemplaire de qualité dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route » et donner l'exemple de la mise en œuvre de l'Initiative pour le développement mondial.

—Nous devons promouvoir ensemble une modernisation marquée par la primauté au peuple. Réaliser le libre et plein épanouissement de l'homme est l'objectif ultime de la modernisation. La Chine entend mener activement une coopération avec l'Afrique dans les domaines tels que la formation des ressources humaines, la réduction de la pauvreté et l'emploi, pour que nos peuples aient un plus grand sentiment de satisfaction, de bonheur et de sécurité dans le processus de modernisation et que la modernisation apporte des bénéfices à tous nos peuples.

—Nous devons promouvoir ensemble une modernisation marquée par la diversité et l'inclusion. Le développement coordonné sur les plans matériel et spirituel est le noble idéal de la modernisation. La Chine entend intensifier ses échanges humains et culturels avec l'Afrique et préconiser le respect mutuel et la coexistence inclusive entre différentes civilisations dans le processus de modernisation, de sorte à faire fructifier davantage l'Initiative pour la civilisation mondiale.

—Nous devons promouvoir ensemble une modernisation respectueuse de l'écologie. Le développement vert est

une caractéristique marquante de la modernisation à l'ère nouvelle. La Chine entend accompagner l'Afrique dans la création des moteurs de croissance verte et la réduction de l'écart en matière d'accessibilité aux énergies, et poursuivre le principe de responsabilités communes mais différenciées, en vue de promouvoir ensemble la transition verte et bas carbone dans le monde.

—Nous devons promouvoir ensemble une modernisation marquée par la paix et la sécurité. Un environnement de développement pacifique et stable est indispensable à la modernisation. La Chine entend accompagner l'Afrique dans le renforcement de ses capacités à préserver la paix et la stabilité par ses propres efforts, travailler à promouvoir une mise en œuvre prioritaire en Afrique de l'Initiative pour la sécurité mondiale et favoriser un renforcement mutuel entre le développement de qualité et la sécurité de haut niveau, de sorte à préserver ensemble la paix et la stabilité dans le monde.

Chers Amis,

Distingués Invités,

La Chine et l'Afrique représentent un tiers de la population mondiale. Sans la modernisation de la Chine et de l'Afrique, il n'y aura pas de modernisation mondiale. Dans les trois ans à venir, la Chine entend travailler avec l'Afrique pour développer dix Actions de partenariats sur la modernisation, approfondir la coopération sino-africaine et guider la modernisation du Sud global.

Premièrement, l'Action de partenariat pour l'inspiration mutuelle entre civilisations. La Chine bâtira avec l'Afrique une plateforme sino-africaine d'échanges d'expériences sur la gouvernance, un réseau Chine-Afrique de connaissances sur le développement et 25 centres d'études sur la Chine et l'Afrique. Elle accompagnera l'Afrique dans la formation des talents en matière de gouvernance en s'appuyant sur les académies de leadership africaines et invitera 1 000 personnalités de partis politiques africains à venir en Chine dans le cadre des programmes d'échanges, afin d'approfondir les échanges d'expériences sur l'édification des partis politiques et la gouvernance d'État.

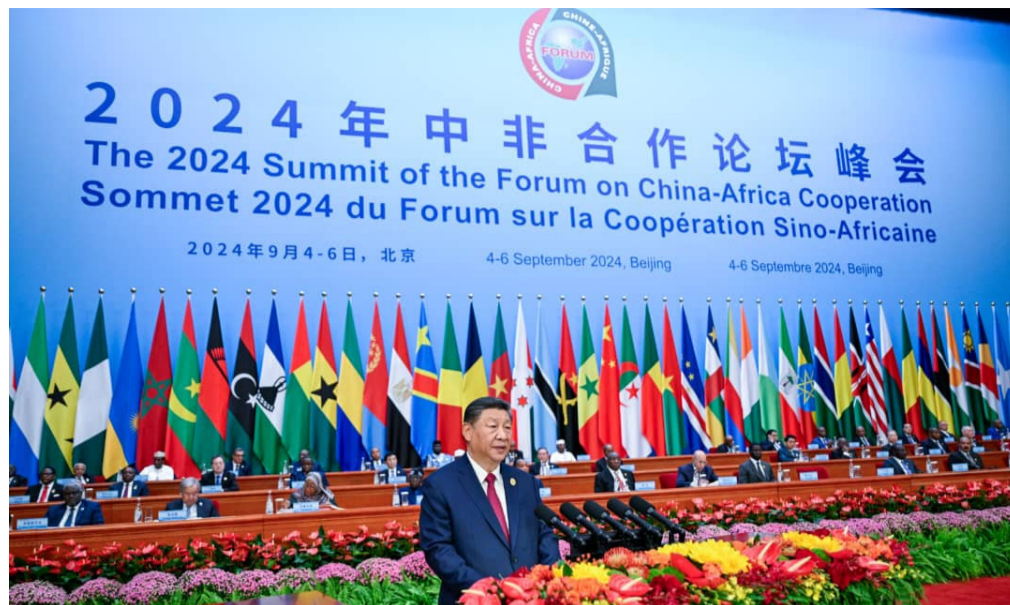
Deuxièmement, l'Action de partenariat pour la prospérité du commerce. La Chine élargira de sa propre initiative et de façon unilatérale l'ouverture de son marché. Elle a décidé d'accorder le traitement de tarif douanier zéro à 100% des produits exportés

vers la Chine par les pays les moins avancés ayant avec elle des relations diplomatiques, dont 33 pays africains. Premier pays parmi les grands pays en développement et les principales économies du monde à adopter cette mesure, la Chine entend faire du grand marché chinois une grande opportunité pour l'Afrique. Elle élargira l'accès des produits agricoles africains à son marché, approfondira la coopération sino-africaine sur l'e-commerce et autres domaines, et mettra en œuvre un programme sino-africain sur le rehaussement de la qualité. Elle est prête à conclure avec la partie africaine des accords-cadres de partenariat économique pour le développement partagé afin de fournir au commerce et à l'investissement entre la Chine et l'Afrique une garantie institutionnelle durable, stable et prévisible.

Troisièmement, l'Action de partenariat pour la coopération sur les chaînes industrielles. La Chine travaillera avec l'Afrique à bâtir des cercles du développement de la coopération industrielle, à développer la zone pilote Chine-Afrique pour la coopération économique et commerciale approfondie et à lancer un programme de renforcement des capacités des PME africaines. Elle construira avec l'Afrique un centre de coopération sur les technologies numériques et réalisera sur le continent 20 projets de démonstration du développement numérique, afin d'embrasser ensemble la nouvelle vague de la révolution scientifique et technologique et de la transformation industrielle.

Quatrièmement, l'Action de partenariat pour l'interconnexion. La Chine mettra en œuvre 30 projets d'interconnexion des infrastructures en Afrique, travaillera avec ses partenaires africains à une coopération de qualité dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route » et bâtira un réseau d'interconnexion terrestre et maritime Chine-Afrique pour le développement coordonné. Elle est prête à apporter de l'assistance au développement de la ZLECAf et à approfondir la coopération logistique et financière pour contribuer au développement transrégional sur le continent.

Cinquièmement, l'Action de partenariat sur la coopération pour le développement. La Chine entend publier avec la partie africaine la Déclaration conjointe sur l'approfondissement de la coopération dans le cadre de l'Initiative pour le développement mondial et réalisera en Afrique 1 000 projets de bien-être social Petits et Beaux. Elle apportera de nouveaux fonds à la Facilité du partenariat Chine-Gruppe de la Banque mondiale (CWPF) pour contribuer au développement en Afrique. Elle soutiendra l'organisation sur le continent des Jeux Olympiques de la Jeunesse d'Été en 2026 et de la Coupe d'Afrique des Nations en 2027



et œuvrera pour que les fruits de développement bénéficient davantage aux peuples chinois et africains.

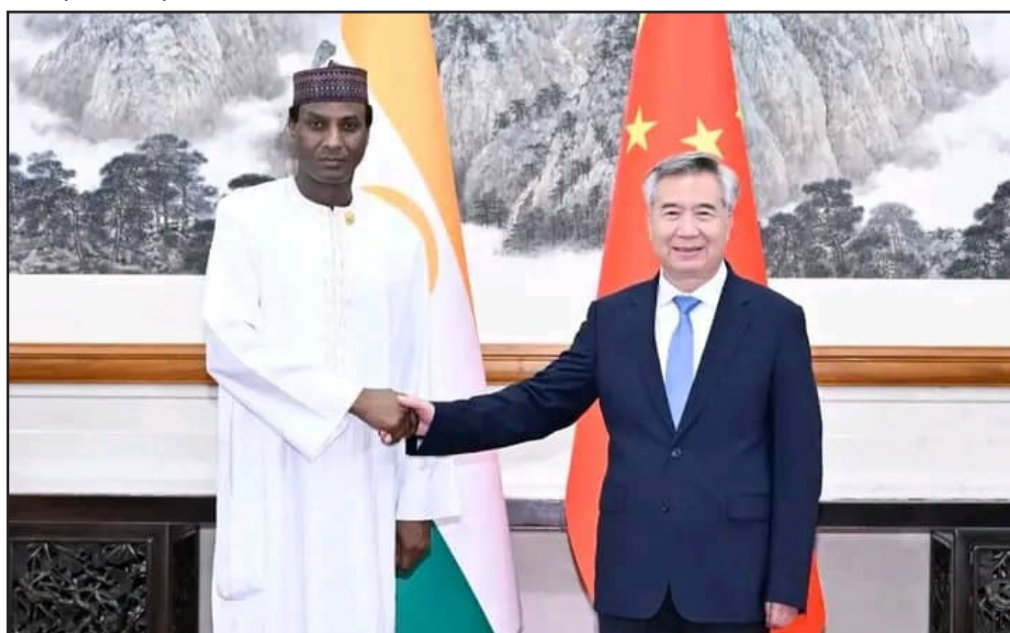
Sixièmement, l'Action de partenariat pour la santé. La Chine travaillera avec l'Afrique à créer une alliance des hôpitaux chinois et africains et des centres de médecine conjoints. Elle enverra en Afrique 2 000 professionnels médicaux, réalisera 20 projets d'infrastructures médicales et de lutte contre le paludisme, favorisera l'investissement par les entreprises chinoises dans la production pharmaceutique en Afrique et continuera de faire au mieux de ses capacités pour aider l'Afrique à lutter contre les épidémies. Elle soutiendra le développement du CDC africain afin d'accompagner les pays africains dans le renforcement de leurs capacités de santé publique.

Septièmement, l'Action de partenariat pour le développement de l'agriculture au bénéfice de la population. La Chine fournira à l'Afrique des aides alimentaires d'urgence d'un milliard de yuans RMB, construira en Afrique des zones de démonstration agricole standardisées d'une superficie de 100 000 mu (environ 6 670 hectares), enverra 500 agronomes dans les pays africains, créera sur le continent une alliance Chine-Afrique pour l'innovation scientifique et technologique agricole et y réalisera 500 projets d'intérêt public. Elle encouragera l'investissement et l'opération des entreprises chinoises et africaines dans les deux sens et veillera à ce que la valeur ajoutée des industries reste en Afrique et qu'au moins un million de

postes d'emploi soient créés pour le continent.

Huitièmement, l'Action de partenariat pour les échanges humains et culturels. La Chine travaillera avec l'Afrique à faire avancer de façon approfondie « Avenir de l'Afrique - plan de coopération Chine-Afrique sur la formation professionnelle », à créer un institut d'ingénierie et à mettre en place dix Ateliers Luban. Elle proposera 60 000 places de formation en faveur notamment des femmes et des jeunes africains. Elle mettra en œuvre ensemble avec l'Afrique le Programme sino-africain « Route de la Soie culturelle » et un programme de coopération sur l'innovation audiovisuelle. Les deux parties sont convenues d'organiser en 2026 l'Année sino-africaine des échanges humains et culturels.

Neuvièmement, l'Action de partenariat pour le développement vert. La Chine mettra en place 30 projets d'énergies propres et des plateformes sur l'alerte météorologique précoce en Afrique et développera avec l'Afrique une coopération sur la prévention, la réduction et la gestion des catastrophes naturelles ainsi que la conservation de la biodiversité. Elle mettra en place un forum Chine-Afrique sur l'utilisation pacifique des technologies nucléaires, construira avec l'Afrique 30 laboratoires conjoints, et développera une coopération sino-africaine sur l'application de la télédétection par satellite et l'exploration de la Lune et de l'espace profond, afin de contribuer à la réalisation du développement vert du continent.



Dixièmement, l'Action de partenariat pour la sécurité commune. La Chine entend instaurer avec l'Afrique un partenariat pour mettre en œuvre l'Initiative pour la sécurité mondiale et en faire un exemple de la coopération dans le cadre de cette Initiative. Elle fournira à la partie africaine des aides militaires sans contrepartie d'un milliard de yuans RMB, formera pour l'Afrique 6 000 professionnels militaires et 1 000 agents de police et d'application de la loi et invitera 500 jeunes officiers africains à venir en visite en Chine. Elle travaillera avec l'Afrique à mener des exercices, entraînements et patrouilles conjoints entre les armées chinoise et africaines et à mettre en œuvre l'action de déminage pour l'Afrique en vue de préserver ensemble la sécurité des projets et des personnels.

Pour assurer la mise en œuvre des dix Actions de partenariat, le gouvernement chinois accordera à l'Afrique un soutien financier de 360 milliards de yuans RMB dans les trois ans à venir, y compris 210 milliards de yuans RMB de ligne de crédit, 80 milliards de yuans RMB d'aides sous différentes formes et au moins 70 milliards de yuans RMB d'investissements d'entreprises chinoises en Afrique. La Chine encouragera et soutiendra également l'émission par la partie africaine d'obligations Panda sur le marché chinois pour apporter un soutien énergétique à la coopération pragmatique sino-africaine dans tous les domaines.

Chers Amis,

Distingués Invités,

En juillet dernier, le troisième plénum du XXe Comité central du Parti communiste chinois s'est tenu avec succès et a pris des dispositions systématiques sur l'approfondissement continu de la réforme sur tous les plans et la promotion de la modernisation à la chinoise. Cela non seulement inaugurerait des transformations plus profondes en Chine, mais aussi apporterait de nouvelles opportunités et impulsions aux pays africains de même qu'aux efforts conjoints de la Chine et de l'Afrique pour réaliser le rêve de la modernisation.

Un proverbe africain dit : « Un vrai ami est quelqu'un avec qui vous partagez le chemin. » Sur le chemin de la modernisation, nul ne doit être laissé pour compte. À nous de rassembler la force des plus de 2,8 milliards de Chinois et d'Africains, de poursuivre main dans la main notre marche vers la modernité et de contribuer, par la modernisation de la Chine et de l'Afrique, à la modernisation du Sud global. Ensemble, nous inscrirons de nouvelles pages brillantes dans les annales du développement de l'humanité et ferons avancer notre monde vers un avenir radieux de paix, de sécurité, de prospérité et de progrès.

Je vous remercie

La France : en marche vers la récession

Partie I

Les tendances économiques se développant en France depuis la crise de 2008 ont reçu un important coup d'accélérateur dès l'installation au pouvoir suprême de la république en 2017 du parti d'Emmanuel Macron, dont le cadre de la politique intérieure et de la politique étrangère autodestructrice mène directement vers la récession économique dans laquelle la France est en train d'entrer à grand pas.

La personne à la tête du ministère français de l'Economie, monsieur Bruneau Le Maire, a prononcé un discours magistral, le 1er mars 2022, dans lequel il n'a « *laissé planer aucune ambiguïté sur la détermination européenne* » dans sa volonté de « *livrer une guerre économique et financière totale à la Russie* », afin de faire effondrer son économie. Son enthousiasme était sans équivoque : « *Nos sanctions sont efficaces. Les sanctions économiques et financières sont même d'une efficacité redoutable [...] Nous allons donc provoquer l'effondrement de l'économie russe!* ».

Deux ans et demi se sont écoulés depuis les exultations publiques du dit personnage et nous retrouvons l'économie de la Fédération de Russie très exactement à l'opposé des lumineuses prévisions du ministre : dans une des meilleures de ses formes - ce qui est très loin d'être le cas pour l'économie de l'Hexagone, dont ce dernier est censé de s'en occuper.

Le PIB de la Russie a augmenté de 4,6% sur un an au premier semestre 2024, contre 1,1% en France. Le FMI, qui a déjà prévu une croissance confortable du PIB russe, a récemment revu à la hausse ses prévisions initiales de croissance, anticipant désormais une hausse du PIB de 3,2% sur l'ensemble de l'année 2024. Des prévisions qui ne prennent pas, néanmoins, en compte tous les éléments de la réalité des marchés démontrant que la croissance sur l'ensemble de l'année en cours sera plutôt de 3,5-4%. Selon les dernières statistiques, en juin 2024 la Russie est devenue le pays avec le plus faible taux de chômage parmi les pays du G-20. Le niveau du chômage parmi la population active n'est que de 2,4% contre 7,4% en France qui entre dans le peu glorieux Top-5 des pays du G-20 avec le taux du chômage le plus élevé et dont l'indice INSEE

du climat d'emploi annonce un taux de chômage de 8,5% pour la fin de l'année en cours.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat de la population russe, au premier trimestre 2024, les revenus nets disponibles - les revenus monétaires corrigés de l'inflation moins les paiements obligatoires des impôts, taxes, redevances et autres contributions obligatoires au budget de l'état - ont vu l'augmentation de 5,8% par rapport à l'année précédente (source : Rosstat). Sur l'ensemble de l'année 2024, l'augmentation du pouvoir d'achat est attendu à hauteur de 9,2% (source : ministère de l'Économie). Pour la France, cependant, une augmentation du pouvoir d'achat à hauteur de 1% brut pour l'année 2024 serait déjà considérée comme un très bon résultat, après une croissance de 0,8% brut pour l'année 2023 (source : l'OFCE).

De même, la Fédération de Russie est entrée dans le Top-3 du G-20 au niveau de la plus faible dette publique par habitant qui n'est que de 2.070\$/hab., contre 40.300\$/hab. en France, 50.600\$/hab. au Royaume-Uni ou encore 104.500\$ par habitant aux Etats-Unis d'Amérique.

En France, le taux de chômage élevé de ce jour, la très faible croissance du PIB et la dette publique exorbitante pesant sur le présent et le futur de l'économie française ne sont que les constantes structurelles se développant en synchronie avec toute une série d'autres facteurs économiques résultant de la politique française irresponsable des dernières années et démontrant l'entrée prochaine de la France dans la récession économique.

La croissance du PIB à hauteur de 1,1% pour le premier semestre 2024, dont le chiffre correspond également à la croissance attendue pour l'ensemble de l'année en cours, malgré les prévisions de stagnation annoncées auparavant par l'INSEE, ne doit guère être surestimée et prise pour une constante. La non-modération de la joie serait une importante erreur d'appréciation, car son augmentation n'est grandement due qu'à la hausse des dépenses publiques (+0,3% de la consommation des administrations et +0,6% de l'investissement public pour le second trimestre) qui ne fait que soutenir artificiellement le PIB du pays en creusant davantage la dette de l'état français.

La réindustrialisation ou la désin-

dustrialisation ?

La désindustrialisation de la France n'est nullement un phénomène nouveau. Elle s'est mise en place dès la crise de 1974 et ne s'est jamais arrêtée depuis, en faisant de la France le pays européen qui s'est le plus désindustrialisé ces 50 dernières années.

Si en 1972 la part de l'industrie française dans le PIB était de 19%, en 2020 elle n'est plus que de 9%. De même pour la part d'emplois dans le secteur industriel : 37,4% en 1982, contre 13,3% en 2020.

Dès la période de la propagande électorale précédant la prise du pouvoir en 2017, Emmanuel Macron a choisi de se promouvoir avec un message politique tout à fait attractif adressé aux masses électorales : faire de la réindustrialisation de la France un chantier prioritaire de son mandat. Message adressé à des masses qui ne connaissent à peu près rien du fonctionnement de l'économie mondiale et des lois qui la gouvernent pour être pris au sérieux.

Le travail d'un illusionniste, c'est de concentrer l'attention des spectateurs sur des détails devant leurs yeux et de ne surtout pas leur permettre la vision globale de l'ensemble du processus en développement, ce qui mènerait, le cas échéant, inévitablement à la découverte de la supercherie.

Les années ont passé et Emmanuel Macron se vante de la grande réussite de son initiative de réindustrialisation de l'Hexagone. Les éléments mis en avant sont le solde positif de la création d'emplois dans l'industrie depuis 2017 et la création de 500 usines de plus en France en 2023 par rapport à 2016.

Très jolie image. Toutefois, la réalité est tout à fait différente.

La spécificité du secteur industriel français d'aujourd'hui et de ses capacités de production sont dans une situation sous très forte dépendance directe des approvisionnements étrangers en matières premières critiques et en énergie.

Vouloir se libérer de cette dépendance - c'est une chose ; pouvoir se permettre ce luxe - s'en est une autre. Chercher des alternatives aux approvisionnements depuis, notamment, la Chine et la Russie est non seulement une idée utopique, mais, tout simplement, financièrement suicidaire pour de nombreux secteurs de l'industrie française, dont les

marges de manœuvres sont déjà quasi inexistantes.

Et c'est exactement ce que le gouvernement Macron est en train d'imposer au secteur secondaire de l'économie française. En violant d'une manière grossière les règles de l'OMC, le tenant actuel du pouvoir en France est en train de provoquer la mise en place d'une riposte de la part de la Russie et de la Chine à l'hostilité française. Une riposte asymétrique qui aura des répercussions désastreuses et à très long terme sur l'économie française.

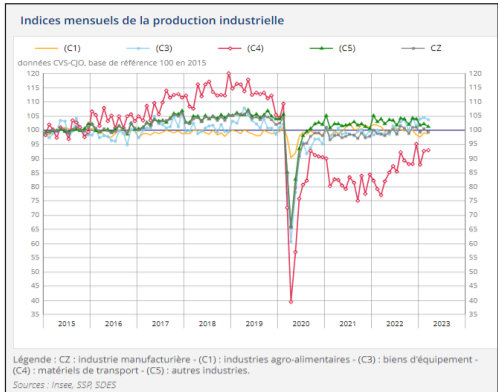
Le seul espoir de l'industrie de l'Hexagone est dans la retenue rationnelle des décideurs de la coalition sino-russe qui ne se limiteront qu'à une riposte proportionnelle, au lieu d'exercer leur pouvoir de déclencher une guerre économique et de faire effondrer d'une manière radicale et dans des délais limités non seulement le secteur industriel de l'économie française, mais celui de l'ensemble de l'UE, en les privant d'importations vitales.

En parlant des chiffres du "miracle" de la réindustrialisation réalisée par le parti présidentiel, plusieurs éléments sont à retenir. Selon les dernières statistiques disponibles, la production industrielle française accuse une décroissance nette de 3.1% pour la période du 05/2023 au 05/2024.

Selon les indices de l'INSEE datant de juillet 2024 sur le climat des affaires, hormis la période particulière du Covid, ce dernier est au plus bas depuis le mois d'avril 2015 pour le secteur des services et, pour le secteur de l'industrie, au plus bas depuis ces 11 dernières années - depuis le mois de juillet 2013.

Dans le secteur du BTP le climat des affaires est au plus bas depuis avril 2016. Dans le secteur du commerce de détail, hormis la chute d'avril 2022 liée à l'incertitude produite par le déclenchement du conflit en Ukraine, le climat des affaires est au plus bas depuis novembre 2014.

En ce qui concerne les 500 nouveaux sites industriels de plus en France en 2023 par rapport à 2016, les communicants de l'Élysée "oublient" de mentionner que la production manufacturière française, quant à elle, a baissé de 4.45% pour la même période. Alors qu'entre 2012 et l'arrivée de Macron au pouvoir en 2017, elle a, au contraire, connu une augmentation de 1.2%.



En mettant en avant le solde positif de création d'emplois dans l'industrie depuis 2017, une fois de plus, ils "oublient" de préciser qu'aujourd'hui la France est au 22ème rang européen sur les 27 en matière d'emploi industriel rapporté à l'emploi total.

La part de l'industrie dans le PIB français en 2016, avant la prise du volant du pouvoir par Emmanuel Macron, était de 17.43% ; en 2022, à l'issue des cinq années de son mandat, cette même part était de 17.38% (Statista), ce qui n'est rien d'autre que la démonstration d'une parfaite stagnation tout à fait éloignée des narratifs développés par l'Élysée.

L'indice de la production industrielle des PMI est à 42,1, ce qui le place au plus bas depuis avril 2009, hors période Covid et la remontée post-Covid de décembre 2023.

Avec une vision à long terme, les statistiques nationales démontrent nettement et indiscutablement que le grand projet de la réindustrialisation de la France par le parti du président Macron, projet qui a été promu en tant que chantier prioritaire de ses deux quinquennats ne peut guère être qualifié de grande réussite. Et il n'est pas à négliger que nous parlons bien de l'élément de la politique nationale où l'effort et l'investissement ont été parmi les plus considérables.

La grande dépendance incontournable de l'industrie française vis-à-vis des importations énergétiques et des matières premières critiques depuis les pays, dont la France se positionne ouvertement d'une manière de plus en plus hostile, la main d'œuvre française incomparablement plus coûteuse que celle d'un grand nombre de concurrents sur le marché mondial et tant d'autres éléments de contraintes spécifiques à la production sur le sol français rendent l'idée de la réussite de la réindustrialisation française illusoire et totalement coupée de la réalité économique.

Le résultat de la gouvernance de Macron, étroitement associée à celle de l'UE, a directement mené vers l'impossibilité non seulement du développement, mais même d'une stagnation simple des indus-

tries énergivores françaises et européennes.

La survie durable de ces dernières ne peut être assurée qu'avec la délocalisation vers des pays procurant l'accès à des énergies à des coûts abordables pour pouvoir rester concurrentielles au sein du marché mondial. Notamment vers les États-Unis d'Amérique qui sont aujourd'hui les premiers bénéficiaires de la nouvelle politique économique de l'Union européenne et de la France.

A moyen et long terme, le processus de désindustrialisation de la France ne va que s'accroître et ne fera qu'aggraver l'important déséquilibre du commerce extérieur déjà existant, ce que j'évoquerai plus loin. Ce déséquilibre ne sera que proportionnel à l'ampleur de la désindustrialisation qui risque d'être plus vaste que celle connue entre 1979 et 1984, quand la chute de l'industrie française a été la plus brutale en Europe.

La production industrielle française risque d'être de moins en moins concurrentielle sur le marché mondial et de se replier progressivement sur le marché intérieur intra-européen, dont l'exécutif assurera le protectionnisme qui est déjà en train de prendre de l'ampleur. Le protectionnisme qui est bien une lame à double tranchant avec le prix qui va avec et qui sera également à payer.

Le protectionnisme ou le néolibéralisme ?

La réponse est sans équivoque. D'une part, la politique commerciale protectionniste dans son état pur et irréfléchi ne peut être que porteuse d'une grave récession économique.

A ne pas oublier les leçons de l'histoire : c'est bien la politique commerciale protectionniste qui fut la cause majeure de la Grande Dépression que le monde a connue de 1929 à 1939. L'instauration d'importantes mesures protectionnistes dans les pays industrialisés a fait muter la crise financière et la récession économique du début des années 1930 en une dépression économique à l'échelle mondiale.

La hausse des droits d'importation pour venir en aide à certains secteurs de l'économie nationale provoque inexorablement des mesures de rétorsion, symétriques ou asymétriques, de la part des pays-victimes des mesures protectionnistes. Le résultat obtenu n'est que la diminution réciproque du commerce international des pays impliqués.

Mais, d'autre part, le néolibéralisme tel qu'on le connaît depuis des dé-

centennies, ne peut être bénéfique à des pays occidentaux, dont la France, qu'à la condition qu'il s'applique à des pays «partenaires», dont la politique intérieure et étrangère est globalement soumise à la volonté occidentale. La soumission, telle qu'on la connaît depuis l'époque de la prétendue décolonisation : via la pression par des institutions financières internationales contrôlées par l'Occident collectif, telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ; via l'installation des présidences et des gouvernements dans des pays visés sous le contrôle du pouvoir occidental et, le cas échéant, via l'organisation de coups d'état, voir le lancement de guerres de remise en ordre des rapports «dominant-dominé».

La guerre en Ukraine s'est avérée être un élément accélérateur de la refondation de l'échiquier politico-économique mondial dans lequel la soumission du monde non-occidental à des règles néolibérales de l'Occident deviendra de plus en plus compliqué à maintenir et à développer par ce dernier.

De même, vu la montée en puissance des économies non-occidentales disposant de plus en plus de leviers de pressions et de capacités de ripostes symétriques et asymétriques vis-à-vis de la force occiden-

taile dominante, le renforcement des mesures protectionnistes par les marchés occidentaux ne peut guère être considéré comme une solution salutaire.

Ainsi, les nouvelles réalités mondiales en cours de développement ne peuvent que produire des constats alarmants vis-à-vis du futur de l'économie française.



Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

RENTREE
10/10

CANAL+

COMMENCEZ L'ANNEE SUR UNE BONNE NOTE

LE 24 AOÛT SUR NOVELAS

LE 2 SEPTEMBRE SUR CANAL+ PREMIERE

POUR TOUT REABONNEMENT A VOTRE FORMULE HABITUELLE

15 JOURS OFFERTS

A TOUT CANAL+

A L'EXCEPTION DE LA FORMULE BIENVENUE

2424

ECOUTER DE LA COMMUNICATION LOCALE SECON VOTRE OPERATEUR FRAI DU MOBILE

Signature d'un contrat de service entre la SONIDEP-SA et Olive Énergie pour l'exploitation du bloc Bilma



Le vendredi 6 septembre 2024 marque une étape importante dans le développement du secteur pétrolier au Niger. Un contrat cadre a été signé entre la Société Nigérienne de Pétrole (SONIDEP SA), représentée par son Directeur Général, le Colonel Ali Seibou Hassane, et la société Olive Énergie, représentée par son Président Directeur Général, M. Ahmed Ouenes. Cet accord porte sur la mise en œuvre d'un partenariat stratégique pour l'exploitation des gisements du bloc Bilma, situé dans la région de Diffa qui s'étend jusqu'à la région d'Agadez.

La cérémonie de signature a été présidée par le Ministre du Pétrole, M. Sahabi Oumarou en présence du Président du Conseil d'Administration de la SONIDEP-SA M. Salifou Barmou, soulignant ainsi l'importance de ce partenariat pour le gouvernement nigérien.

Fort de 35 années d'expérience dans l'industrie pétrolière, Olive Énergie est une entreprise de référence sur le continent, avec à son actif plus d'une centaine de projets pétroliers. Dans le cadre de ce contrat, Olive Énergie s'engage à mobiliser les moyens techniques et financiers nécessaires pour assurer au côté de SONIDEP-SA, la réussite de cette mission cruciale.

L'objectif des autorités nigériennes, à travers ce partenariat, est clair : atteindre l'indépendance et la souveraineté énergétique du Niger. Cette collaboration vise à pallier les insuffisances du secteur pétrolier national et à augmenter la capacité de production du pays.

Olive Énergie, en plus de financer le projet, apportera le matériel nécessaire et réalisera les travaux pour l'exploitation des gisements de Bilma. Ce projet se veut une initiative "gagnant-gagnant", où



Le Ministre du pétrole, le PDG de Olive Énergie et le Directeur Général de la SONIDEP-SA lors de la signature du contrat cadre

tous les efforts seront conjugués pour garantir son succès.

Dans le cadre de sa stratégie de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), la SONIDEP multiplie les actions en faveur des populations locales.

Pour rappel, le 23 juin dernier, en marge de la cérémonie de lancement des activités de l'amont pétrolier de la société, le Directeur Général de la SONIDEP-SA avait promis de soutenir la population de N'Gourti, située sur ledit bloc. Ce soutien se traduit par la fourniture de 10 lits médicaux modernes pour la salle d'accouchement, un groupe électrogène neuf de 30 KVA, et des climatiseurs pour la salle de froid et d'accouchement du district de N'Gourti. Afin de soulager la population, les deux départements (N'Gourti et Bilma) sur lesquels s'étend le bloc Bilma ont reçu 10 tonnes de riz chacun et 10 tonnes pour le compte des FDS de N'Gourti.

M. Ahmed Ouenes, Directeur Général d'Olive Énergie, a souligné trois engagements essentiels de son entreprise pour ce projet :

1. Promotion du contenu local: l'intégration des Nigériens dans la réalisation des travaux sera une priorité afin de maximiser l'impact économique local.

communautés locales. Olive Énergie prévoit de mettre en place des écosystèmes basés sur l'accès à l'eau, l'énergie, l'agriculture, la santé, et surtout l'éducation, afin de favoriser le bien-être des populations nigériennes, notamment les jeunes.

Enfin, cet accord, soutenu par les hautes autorités du pays, au premier rang desquelles le Chef de l'État Président du CNSP, SE Le General de Brigade Abdourahmane Tiani s'inscrit dans une vision à long terme pour renforcer l'autonomie énergétique du Niger tout en répondant aux besoins des générations présentes et futures. Ce partenariat entre SONIDEP et Olive Énergie marque ainsi un tournant décisif pour le Niger, qui se positionne de plus en plus comme un acteur incontournable sur la scène énergétique africaine.

Cellule Communication
SONIDEP-SA



Divers actions sociales au profit des populations et FDS des zones situées sur les blocs pétroliers de la SONIDEP-SA



Dont d'équipements au CSI de N'Gourti